

mars
2026

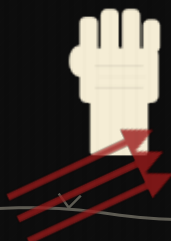
Le Courrier du Militant

De l'Équipement et de l'Environnement

Une fédération unie et forte, des syndicats organisés, revendicatifs et en lutte

**NO
PASARÁN**

M A D R I D · 1 9 3 6



S O L I D A R I D A D · R E S I S T E N C I A · L I B E R T A D



**Revue bimestrielle de liaison, de documentation et d'information syndicale
de la Fédération Nationale CGT de l'Équipement et de l'Environnement**

Siège social

263, rue de Paris - Case 543 - 93515 MONTREUIL CEDEX

Téléphone : 01.55.82.88.75 - Email : fd.equipement@cgt.fr

Directeur de publication :

Ivan Candé-González

Impression :

Rivet Presse édition SARL

SIRET : 405 377 979 00019

BP 15577

24 rue Claude-Henri Gorceix

87022 Limoges Cedex 9

CPPAP : 0227 S 06937

ISSN : 1277-6459

Abonnement annuel 30€

Formez-vous parce que nous aurons besoin de votre intelligence, mettez-vous en mouvement parce que nous aurons besoin de votre enthousiasme, organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre force

Antonio Gramsci, L'Ordine Nuovo, 1er mai 1919



SOMMAIRE 1532 - Mars 2026

PRENDRE AU SÉRIEUX LA POSSIBILITÉ DU FASCISME	pages 5 à 8
HISTOIRE ET ACTUALITÉ : LES RÉGIMES FASCISTES ET AUTORITAIRES	pages 9 à 14
ANALYSE DES PROGRAMMES ET DES PRATIQUES	pages 15 à 20
PAROLES D'AGENTS ET DE TERRAIN	pages 21 à 24
PERSPECTIVES SYNDICALES	pages 25 à 31
LECTURES : COMPRENDRE LE FASCISME HIER ET AUJOURD'HUI	pages 32 à 46

Prendre au sérieux la possibilité du fascisme

« Ne pas voir le danger, c'est déjà y succomber. »

Ce numéro est consacré à l'extrême droite – à ce qu'elle est, à ce qu'elle fait, à ce qu'elle ferait si elle prenait le pouvoir.

Certains nous ont demandé : « Est-ce vraiment le rôle d'un syndicat ? Ne devriez-vous pas vous en tenir aux questions professionnelles ? »

Cette question mérite une réponse claire. Oui, c'est notre rôle. Et voici pourquoi.

D'abord, parce que la défense des agents et de leurs conditions de travail – notre mission première – est directement menacée par les projets de l'extrême droite. Ce n'est pas une opinion, c'est une lecture de leurs programmes : réduction drastique des effectifs de la fonction publique, remise en cause du statut, attaques contre le droit de grève et les libertés syndicales. Défendre les agents, c'est aussi anticiper ces menaces.

Ensuite, parce que nos missions elles-mêmes sont dans le viseur. La transition écologique ? Qualifiée d'« écologie punitive ». L'aménagement du territoire équilibré ? Remis en cause au profit d'une vision où chacun serait renvoyé à son « identité locale ». Les politiques en faveur du logement social, d'accueil et de solidarité ? Explicitement ciblées. Ce que nous faisons chaque jour dans nos services est contesté, moqué, promis au démantèlement.

Enfin, parce que le syndicalisme n'a jamais été neutre face à l'extrême droite. De la lutte contre les ligues fascistes dans les années 1930 à la Résistance, des mobilisations de 2002 à celles de 2024, notre mouvement a toujours considéré que la défense des travailleurs et la défense de la démocratie sont indissociables. Les régimes autoritaires, partout et toujours, s'en prennent aux syndicats. Nous serions bien naïfs de penser que nous ferions exception.

Ce dossier n'est pas un tract électoral. Nous ne vous dirons pas pour qui voter – ce n'est pas notre rôle, et nous respectons la liberté de conscience de chacun. Mais nous avons le devoir de vous informer, de documenter ce que signifierait concrètement une victoire de l'extrême droite pour votre quotidien professionnel, pour vos missions, pour vos droits.

Nous devons également vous proposer des pistes d'action. Car face au danger, la résignation est le pire des choix. L'histoire du mouvement ouvrier est faite de combats qui semblaient perdus d'avance et qui ont été gagnés par la mobilisation collective.

Lisez ce dossier. Discutez-en avec vos collègues. Réagissez, contestez, complétez. Et surtout : organisez-vous. Le syndicat, c'est vous. Sa force, c'est la vôtre.

Ivan Candé
Secrétaire général de la FNEE CGT

Le contexte électoral : cap sur 2027

Pour mesurer l'ampleur des enjeux, il faut d'abord dresser un état des lieux lucide. Où en est l'extrême droite en France aujourd'hui ? Quels scénarios sont possibles pour l'échéance présidentielle de 2027 ?

Une progression historique

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1984, le Front national obtenait pour la première fois une représentation significative avec 10 % des voix aux européennes. Quarante ans plus tard, le Rassemblement national et ses alliés ont recueilli plus de 30 % des suffrages aux élections européennes de 2024, arrivant largement en tête. Aux dernières élections législatives, 88 députés du RN sont élus à l'Assemblée Nationale.

Cette progression n'est pas linéaire – elle a connu des reflux – mais la tendance de fond est indiscutable. L'extrême droite a conquis un électorat qui dépasse désormais largement son noyau historique. Elle a normalisé ses idées dans le débat public. Elle a formé des cadres, implanté des structures, conquis des bastions. Ces idées sont soutenues par une partie des plus grosses fortunes qui ont mis à leur service les médias qu'ils possèdent, banalisant leurs idées en les imposant dans le débat public.

2027 : la présidentielle décisive

L'élection présidentielle d'avril-mai 2027 est l'horizon qui structure toute la période. Les « fronts républicains » des scrutins passés ont fonctionné – en 2002, en 2017, en 2022 – mais leur efficacité s'érode. En 2022, l'écart au second tour s'est nettement réduit par rapport à 2017. Rien ne garantit que ce mécanisme fonctionne indéfiniment.

Pour les agents de nos ministères, l'enjeu est direct. Nos services travaillent quotidiennement avec les collectivités territoriales : instruction des permis de construire, gestion de l'eau, transports, politiques environnementales... Un changement de cap national modifierait profondément ces missions et ces relations.

CALENDRIER DES ÉCHÉANCES 2026-2027

- Mars 2026 : Élections municipales. Premier test électoral avant la présidentielle.
- Avril-mai 2027 : Élection présidentielle. Échéance décisive.
- Juin 2027 : Élections législatives.⁷

Pourquoi la fédération prend position

Prendre position sur le risque que représente l'extrême droite n'est pas un choix anodin pour une organisation syndicale. Il engage notre responsabilité et appelle des justifications claires.

Une cohérence avec nos valeurs fondatrices

La CGT, depuis sa création en 1895, porte des valeurs qui sont aux antipodes de celles de l'extrême droite : internationalisme contre nationalisme, solidarité contre division, émancipation collective contre repli identitaire, laïcité contre instrumentalisation des appartenances.

Une menace directe sur nos mandats

Sur le statut de la fonction publique : les propositions de l'extrême droite incluent la suppression du statut pour les nouvelles recrues, le développement massif de la contractualisation et l'accentuation de l'individualisation des rémunérations.

Sur les effectifs : les chiffres évoquent des suppressions massives de postes dans la fonction publique d'État. Nos ministères seraient en première ligne. Pour mémoire un fonctionnaire n'a pas de droit au chômage, puisque nous n'y cotisons pas.

Sur nos missions : la transition écologique est qualifiée d'« idéologie », les normes environnementales de « contraintes bureaucratiques ». Ce que nous faisons est directement visé.

Informers n'est pas prescrire

Ce dossier n'est pas une consigne de vote. Nous respectons la liberté de conscience de chaque agent. Notre démarche est celle de l'information et de l'éducation populaire. Nous documentons des programmes, des déclarations, des faits. À chacun ensuite de se forger son opinion.

LA MATRICE FASCISTE

Selon Robert O. Paxton, Emilio Gentile, Zeev Sternhell :

Le fascisme repose sur :

- ultranationalisme
- mythe d'une renaissance nationale
- hiérarchisation interne du peuple
- rejet du pluralisme
- violence régénératrice
- culte du chef

**CETTE MATRICE S'EST CONSTRUITE
CONTRE LA GAUCHE ORGANISÉE.**

HISTOIRE ET ACTUALITÉ : LES RÉGIMES FASCISTES ET AUTORITAIRES

9

L'Italie fasciste (1922-1943)

L'Italie de Mussolini est le premier laboratoire du fascisme. Dès 1925, les syndicats libres sont dissous et remplacés par des corporations contrôlées par l'État. Le droit de grève est aboli. Les fonctionnaires sont soumis à un serment de fidélité au régime. Les agents qui refusent sont révoqués. L'administration est purgée de ses éléments « peu sûrs » – opposants politiques, francs-maçons, militants syndicaux. L'économie est organisée autour du corporatisme : l'État arbitre entre patrons et travailleurs, mais toujours au bénéfice des premiers. Les salaires réels des ouvriers italiens

chutent de près de 20 % entre 1926 et 1934. L'illusion d'un « État social » masque une réalité de soumission.

LEÇON CLÉ

Le fascisme italien montre comment un régime peut détruire le mouvement syndical non pas en une nuit, mais par étapes : restrictions légales, intimidation, remplacement par des organisations dociles. Le processus prend quelques années, pas quelques décennies.

L'Allemagne nazie (1933-1945)

Le 2 mai 1933, au lendemain de la fête du Travail transformée en célébration du régime, les SA investissent les locaux syndicaux dans tout le pays. Les dirigeants sont arrêtés, les biens confisqués, les organisations dissoutes. Le Front allemand du travail (DAF), structure unique contrôlée par le parti nazi, remplace l'ensemble des syndicats libres.

La fonction publique est épurée dès avril 1933 par la « loi pour la restauration de la fonction publique professionnelle », qui permet de révoquer les fonctionnaires juifs, les opposants politiques et les « éléments peu fiables ». Des milliers d'enseignants, magistrats, chercheurs et administrateurs sont chassés de leurs postes.

L'Espagne franquiste (1939-1975)

Trente-six années de dictature pendant lesquelles tout syndicalisme libre est interdit. Le « syndicat vertical » officiel intègre patrons et travailleurs sous l'autorité de l'État. La grève est un délit pénal. Les militants clandestins risquent la prison, la torture, l'exil.

La fonction publique est entièrement soumise au pouvoir politique. Les républicains ayant servi l'État sont épurés par des commissions d'« épuration ». L'obéissance au régime prime sur la compétence.

Le Portugal de Salazar (1933-1974)

L'Estado Novo instaure un régime corporatiste qui, comme en Italie et en Espagne, supprime toute liberté syndicale authentique. Les syndicats sont remplacés par des « grémios » contrôlés par l'État. La police politique (PIDE) surveille les fonctionnaires. Pendant quarante et un ans, aucune négociation collective libre n'est possible.

CE QUE LES FASCISMES HISTORIQUES ONT EN COMMUN

- Destruction immédiate ou progressive des syndicats libres
- Épuration de la fonction publique sur critères politiques
- Remplacement des syndicats par des structures dociles
- Suppression du droit de grève
- Soumission de l'administration au parti au pouvoir
- Baisse réelle des conditions de vie des travailleurs

Du fascisme classique à l'autoritarisme compétitif : une mutation des formes, une continuité des cibles.

Les fascismes historiques détruisaient les syndicats en quelques semaines – par la violence physique, la dissolution légale, le remplacement immédiat par des structures dociles. Les régimes autoritaires contemporains procèdent autrement : ils ne suppriment pas, ils affaiblissent. Ils ne dissolvent pas, ils marginalisent. Ils ne censurent pas directement, ils achètent les médias, multiplient les recours judiciaires contre les journalistes, tarissent les financements des ONG.

Les politologues Steven Levitsky et Daniel Ziblatt ont théorisé ce processus sous le nom d'« érosion démocratique » : la démocratie ne meurt plus par coup d'État, elle meurt par coups de canif successifs, chacun présenté comme une réforme technique ou un impératif d'efficacité. La séquence reste pourtant identique à celle des années 1930 : affaiblir ce qui organise les travailleurs, contrôler ce qui informe les citoyens, soumettre ce qui juge les puissants, remplacer les fonctionnaires compétents par des loyaux.

Ce que les exemples qui suivent montrent, ce n'est donc pas que Orbán est Mussolini, ni que Trump est Hitler. C'est que des méthodes théorisées, partagées entre partis d'extrême droite à l'échelle internationale, produisent des résultats comparables – à un rythme plus lent, par des voies légales, mais avec les mêmes cibles prioritaires : les syndicats, la fonction publique indépendante, la presse libre.

Connaître la forme classique pour reconnaître la forme contemporaine : c'est l'utilité du détour historique que ce dossier vient d'emprunter.

Les régimes autoritaires contemporains

Si les fascismes classiques appartiennent au passé, les régimes autoritaires du XXI^e siècle empruntent des voies nouvelles pour aboutir à des résultats comparables. Ils n'abolissent pas la démocratie en un jour : ils la vident de l'intérieur, étape par étape.

Hongrie — Viktor Orbán et la « démocratie illibérale »

Au pouvoir depuis 2010, Viktor Orbán a méthodiquement pris le contrôle de l'ensemble des institutions hongroises. Réélu en 2014, 2018 et 2022, il dispose d'une super-majorité des deux tiers au Parlement qui lui a permis de réécrire la Constitution à sa guise.

Fonction publique : des milliers de fonctionnaires ont été remplacés par des fidèles du Fidesz (parti au pouvoir). Un capitalisme de connivence s'est installé, où l'attribution de contrats publics résulte du copinage entre État et oligarques proches du pouvoir.

Syndicats : marginalisés, affaiblis par des réformes du droit du travail au détriment des salariés. Les négociations collectives sont réduites à leur plus simple expression.

Médias et société civile : la presse indépendante a été quasi éliminée, les ONG ciblées par une législation restrictive. En mars 2025, le Parlement hongrois a adopté une loi rendant illégale l'organisation de la Marche des fiertés.

Environnement : le groupe « Patriotes pour l'Europe » lancé par Orbán au Parlement européen affiche l'objectif explicite d'« alléger les contraintes environnementales ».

« Après quinze ans de pouvoir sans partage, Viktor Orbán a atteint le point où quiconque va à l'encontre de son pouvoir ne peut même plus être considéré comme un être humain. »

— Telex, média indépendant hongrois, mars 2025

Pologne — Huit ans de PiS (2015-2023) : une leçon d'espoir

Le parti Droit et Justice (PiS) a gouverné la Pologne pendant huit ans en appliquant des méthodes similaires : mise au pas de la justice, contrôle des médias publics, politisation de l'administration, attaques contre les droits des femmes et des minorités.

Mais l'expérience polonaise démontre aussi que la résistance est possible. En octobre 2023, la mobilisation citoyenne et syndicale a conduit à l'alternance. Les élections ont été remportées par une coalition démocratique. La leçon est claire : les dérives autoritaires ne sont pas irréversibles quand la société civile et les syndicats restent mobilisés.

Italie — Giorgia Meloni et l'extrême droite au pouvoir

Depuis octobre 2022, l'Italie est dirigée par Giorgia Meloni, à la tête d'une coalition incluant son parti post-fasciste Fratelli d'Italia, la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia. Troisième gouvernement le plus long de la République italienne, le gouvernement Meloni offre un aperçu concret de ce que l'extrême droite fait quand elle gouverne un grand pays européen.

Fonction publique et services sociaux : suppression du revenu de citoyenneté (l'équivalent du RSA), privant deux millions d'Italiens parmi les plus précaires. Coupes budgétaires dans les services publics, la santé, l'éducation. Projet de repousser l'âge de la retraite des fonctionnaires à 70 ans.

Syndicats : en novembre 2024, la CGIL et l'UIL ont appelé à la grève générale contre le « budget de rigueur » du gouvernement. Le ministre Matteo Salvini a utilisé la loi pour réduire de moitié la durée du préavis de grève dans les transports. S'y ajoute la multiplication de petits syndicats « maisons » non représentatifs, portés par le pouvoir en place, au détriment des centrales existantes et des négociations collectives en faveur des travailleurs.

Droits fondamentaux : traque des familles homoparentales pour retirer le nom du parent non biologique des actes de naissance. Criminalisation de la gestation pour autrui comme « délit universel ».

Argentine — Javier Milei et la « tronçonneuse » anti-État

Arrivé au pouvoir en décembre 2023, le président ultralibéral Javier Milei offre l'exemple le plus radical de destruction de la fonction publique et des droits sociaux. Son programme est un avertissement pour tous les agents publics du monde.

Fonction publique : plus de 30 000 postes supprimés en quelques mois, avec un objectif annoncé de 70 000 suppressions. Suppression de ministères entiers (Infrastructures, Intérieur). Création d'un « ministère de la Dérégulation » chargé de démanteler l'État. 85 % du personnel du ministère des Femmes, genres et diversités licencié.

Droit du travail : en février 2026, le Sénat argentin a adopté une réforme majeure facilitant les licenciements, réduisant les indemnités, limitant le droit de grève (75 % de service minimum dans les secteurs essentiels), affaiblissant les conventions collectives au profit d'accords individuels.

Répression : mise en place d'un numéro de téléphone public pour dénoncer « les syndicats qui te forcent à faire grève ». Répression violente des manifestations : gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc, arrestations massives.

Conséquences sociales : près de 300 000 emplois formels perdus depuis décembre 2023. Le taux de pauvreté a bondi à 57 % en début 2024. Les prix alimentaires ont augmenté de 40 % en un an.

États-Unis — Trump, le DOGE et la purge de la fonction publique fédérale

L'expérience américaine depuis janvier 2025 constitue l'exemple le plus spectaculaire et le plus récent de démantèlement de la fonction publique dans une grande démocratie. Pour les agents de nos ministères, les parallèles sont saisissants.

Le DOGE (Department of Government Efficiency) : dès son investiture, Donald Trump a créé cette structure pilotée par le milliardaire Elon Musk, chargée de « moderniser » le gouvernement fédéral. Sous couvert d'efficacité, le DOGE a supervisé des coupes massives dans l'ensemble des agences fédérales. Ses promesses initiales de 2 000 milliards de dollars d'économies ont été revues à la baisse à 150 milliards, et ses bilans jugés invérifiables par les analystes indépendants.

Suppressions massives : selon Bloomberg, près de 317 000 agents fédéraux ont quitté leur poste en un an – la plus grande réduction de la fonction publique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Les méthodes combinent licenciements directs, non-renouvellement de contrats, pressions au départ (programme de « démission différée » accepté par 75 000 agents), et suppression d'agences entières comme l'USAID.

Politisation du recrutement : le « Schedule F » (rebaptisé « Schedule Policy/Career ») supprime les protections statutaires de dizaines de milliers de fonctionnaires occupant des postes « liés à la politique publique », les rendant licenciables à discrétion. Les nouvelles directives de recrutement exigent désormais des candidats qu'ils expliquent comment ils contribueraient à mettre en œuvre les ordres exécutifs de Trump.

Cibles prioritaires : les agences environnementales (NOAA : 1 900 licenciements), la santé publique (20 000 postes supprimés au ministère de la Santé, soit 25 % des effectifs), l'éducation (50 % des effectifs), la recherche scientifique (10 000 chercheurs doctorants partis en 2025). Les agences ayant les taux les plus élevés de femmes et de minorités sont celles où les coupes ont été les plus sévères.

Le chaos comme méthode : des agents licenciés puis réembauchés, puis relicenciés. Des agences contraintes de rappeler des employés après avoir découvert qu'elles ne pouvaient plus assurer leurs missions essentielles. L'équipe chargée de l'aide énergétique aux ménages modestes, entièrement licenciée, a dû réembaucher un agent pour distribuer 400 millions de dollars d'aide aux États. Le coût global de ces licenciements puis réembauches est estimé à 135 milliards de dollars pour le contribuable.

TRUMP ET NOS MINISTÈRES : DES PARALLÈLES DIRECTS

- NOAA (océans, météo, climat) → Nos DREAL et services environnementaux
- EPA (protection de l'environnement) → Nos agences de l'eau et de la biodiversité
- Department of Education → Remise en cause des missions de service public

- Schedule F (suppression des protections statutaires) → Attaques contre notre statut

Ce qui se passe aux États-Unis n'est pas un scénario de science-fiction. C'est un programme en cours d'application, dont les méthodes sont directement transposables.

Turquie — Erdoğan et la dérive autoritaire

R. T. Erdoğan, au pouvoir depuis 2003, illustre la transformation progressive d'un régime démocratique en autocratie. Après la tentative de coup d'État de 2016, plus de 150 000 fonctionnaires ont été suspendus ou révoqués par décret-loi. Des dizaines de milliers d'enseignants, magistrats, policiers, militaires et universitaires ont perdu leur emploi du jour au lendemain, sans procédure contradictoire. Les syndicats d'opposition sont visés en priorité.

Parallèles et mécanismes communs

Qu'ils soient historiques ou contemporains, les régimes autoritaires suivent des schémas remarquablement similaires. Connaître ces mécanismes, c'est pouvoir les reconnaître quand ils se mettent en place.

14

Mécanisme	Fascismes historiques	Régimes actuels
Attaque contre les syndicats	Dissolution, interdiction, remplacement par des structures d'État	Affaiblissement légal, restrictions du droit de grève, réduction des négociations collectives
Épuration de la fonction publique	Purges massives sur critères politiques et raciaux	Licenciements massifs, non-renouvellement des contrats, nominations partisans
Contrôle des médias	Censure directe, propagande d'État	Rachat par des proches idéologiques, législation restrictive, harcèlement judiciaire
Suppression des contre-pouvoirs	Abolition du Parlement, soumission de la justice	Réformes constitutionnelles, mise au pas des juges, affaiblissement des ONG
Bouc émissaire	Juifs, communistes, francs-maçons	Immigrés, minorités LGBT+, ONG, « élites mondialistes »
Politique environnementale	Non concerné (enjeu postérieur)	Rejet de l'écologie, allègement des normes, « écologie punitive »

Les méthodes sont théorisées, partagées entre partis d'extrême droite et adaptables à chaque contexte national. En France, le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle et peut être modifié par une simple loi ordinaire. Un gouvernement d'extrême droite disposant d'une majorité parlementaire pourrait réformer en profondeur le statut, restreindre le droit de grève et affaiblir les syndicats – sans rien abolir formellement.

La résistance est un devoir. L'histoire n'est pas écrite d'avance.

ANALYSE DES PROGRAMMES ET DES PRATIQUES

15

***Que proposent réellement les programmes de l'extrême droite en France ?
Comment se traduit leur exercice du pouvoir là où ils gouvernent déjà ?
Cette section s'appuie sur des sources documentées pour dresser un état des lieux factuel.***

Ce que disent les programmes

La fonction publique : cible prioritaire

La fonction publique occupe une place centrale dans le discours de l'extrême droite, présentée tantôt comme un « mammouth » à dégraisser, tantôt comme un vivier de fonctionnaires supposément hostiles. Elle est limitée aux fonctions régaliennes de sécurité (police et armée), pour lutter contre l'immigration et au détriment de l'égalité de traitement de tous sur tout le territoire, devant la Loi.

En promettant de nombreuses réductions fiscales (suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, baisse des impôts de production, sur la transmission du patrimoine...) et en refusant de taxer les plus riches, la politique du RN conduirait fatalement à une réduction de la sphère publique.

Sur les effectifs

Le programme présidentiel de 2022 et le programme pour les législatives de 2024 prévoyaient explicitement la suppression de postes dans la fonction publique d'État, suppression d'agences et établissements. Les ministères en charge de la transition écologique et de l'aménagement du territoire seraient particulièrement exposés, leurs missions étant régulièrement qualifiées de « bureaucratie ».

Sur le statut

Parmi les mesures évoquées : suppression du statut pour les nouvelles recrues, facilitation des licenciements, individualisation des rémunérations avec une part variable liée au « mérite », remise en cause de l'avancement automatique.

« Il faut en finir avec l'emploi à vie garanti qui déresponsabilise les agents et empêche toute adaptation de l'administration. »
– Déclaration d'un responsable RN, 2023

Domaine	Situation actuelle	Propositions RN
Emploi	Emploi statutaire, garantie de l'emploi	Contractualisation, licenciements facilités
Rémunération	Grilles indiciaires, avancement garanti	Individualisation, part variable au mérite
Droits collectifs	Droit de grève, liberté syndicale	Restrictions, affaiblissement des syndicats
Missions	Transition écologique, service public universel	Recentrage régalien, abandon des politiques environnementales

La transition écologique : dans le viseur

« L'écologie, c'est d'abord l'amour du beau. »
– Déclaration de Jordan Bardella au World Impact Summit, 2026

De manière générale, l'extrême droite française propose de remplacer « l'écologie punitive » par une « écologie du bon sens » : en supprimant le plus de cadre réglementaire et normes, d'aides financières aux transitions, qui s'appuie sur une politique économique et financière ultralibérale. A cela il faut évidemment ajouter les politiques issues du projet xénophobe des extrêmes droites : la préférence ou la priorité nationale.

De manière plus détaillée, en prenant appui sur le programme du Rassemblement National en 2024 et sur ses positions à l'Assemblée nationale ou au Parlement Européen :

Sur les énergies :

Le RN se positionne historiquement contre le renouvelable avec un moratoire, voire un démantèlement de l'existant. Le RN veut un mix énergétique reposant donc essentiellement sur le nucléaire et les énergies fossiles.

Le RN s'oppose à toute mesure de promotion de la sobriété, et à l'idée même de sobriété. Il souhaite au contraire rendre les énergies (fossiles) abondantes et peu chères en baissant leurs taux de TVA.

Sur le logement :

Le programme ne contient rien sur l'efficacité énergétique des logements et entend lever les interdictions liées au diagnostic de performance énergétique.

Préférence nationale pour l'accès aux logements sociaux, sans garantie du droit au logement opposable.

Le RN propose d'instaurer un prêt à taux zéro à plusieurs conditions : être en couple hétérosexuel, jeune et que l'un des membres du couple soit français. L'aide de l'État pourra être plus forte à condition d'avoir un 3e enfant (capital restant dû annulé).

Sur la santé :

Le RN défend des mesures qui affaiblissent la puissance publique dans le champ de la santé. La suppression des agences régionales de santé aurait pour conséquence la perte de compétences indispensables pour la santé publique. Le député Grégoire de Fournas, porte-parole du RN sur les questions agricoles, demande que l'État puisse passer outre l'avis des autorités sanitaires pour autoriser la mise sur le marché d'un produit phytosanitaire.

Sur les mobilités :

Le programme du RN ne comprend rien sur les transports en commun du quotidien, il axe tout sur la voiture de préférence thermique. En effet, il propose de réduire le coût des déplacements en voiture thermique avec deux mesures : la baisse de la TVA sur les carburants (20% à 5,5%) et la baisse des péages.

Le RN propose des mobilités longue distance s'appuyant essentiellement sur l'automobile et les autoroutes. En matière de train, aucune proposition concrète d'investissement n'est faite pour les infrastructures.

Sur le changement climatique et les risques naturels :

Alors que les effets du changement climatique et de la dégradation de la biodiversité sont de plus en plus visibles, fréquents et violents, le Rassemblement national ne propose aucune mesure sur ces enjeux fondamentaux. Il se dit même « résolument opposé » à cet objectif de réduction de 90% des émissions de gaz à effet de serre en 2040 (par rapport à 1990). Dans un communiqué de presse, le RN et ses alliés européens affichent clairement leurs intentions : « une véritable refonte de la politique climatique de l'Union » par rapport à sa trajectoire actuelle, « dictée par une idéologie qui méprise les réalités économiques, les intérêts nationaux et la voix des peuples ».

En fait, suivant les personnes et les occasions, la position sur le changement climatique varie entre climato-négationnisme, climato-scepticisme et relativisme du rôle de l'Homme dans son origine. Dans tous les cas les mesures d'adaptation et d'atténuation sont soit inexistantes, soit elles reposent sur un technosolutionnisme béat.

Sur l'écologie, les ressources (foncier, eau...), les déchets et le lien avec l'agriculture :

Le programme ne contient quasiment rien, sinon des régressions qu'il s'agisse de réduire la production de déchets, d'enrayer le déclin des espèces animales et végétales, de réduire la dépendance de l'agriculture aux produits chimiques, de s'adapter aux changements climatiques, de réduire la consommation d'énergies fossiles de manière systémique. À l'exception d'un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau qui ne comporte ni moyen ni échéance.

En façade, le Rassemblement national se dit l'ami des animaux... mais cela ne concerne ni les animaux d'élevage ni ceux en milieu naturel. Au niveau européen, le RN s'est opposé systématiquement aux mesures limitant l'effondrement de la biodiversité ou encadrant l'agroindustrie. Jordan Bardella a rejeté en bloc les réglementations pour la restauration de la nature. Au point que l'association L214, mais aussi la Fondation Brigitte Bardot ont qualifié son programme « d'inquiétant ».

Sur l'aménagement du territoire, le droit des sols, l'urbanisme, la répartition des missions et la décentralisation :

En matière d'aménagement du territoire, le programme se résume au repli de la fonction publique sur les missions régaliennes de sécurité, avec la suppression des agences et Établissements Publics (OFB, ADEME, etc) et un refus farouche du Zéro Artificialisation Nette.

Malgré le néant programmatique en matière de défense de l'environnement des organisations d'extrême droite, il existe de la part de certains courants un intérêt pour la nature, l'environnement, qui, sans se traduire nécessairement en programme, attestent d'une certaine vision du rapport des sociétés humaines à leur environnement via notamment une posture idéologique et fantasmée de la France agricole d'avant-guerre, territoriale des "terroirs" et du "bon sens paysan", relevant du mythe, de l'écofascisme et du survivalisme masculiniste et raciste.

L'approche programmatique des missions de notre champ ministériel est donc réduit à peau de chagrin et ce qui reste relève de l'application de la préférence nationale.

Retours d'expérience : là où l'extrême droite gouverne

Les municipalités RN en France

Plusieurs villes de plus de 10 000 habitants sont dirigées par des maires RN. Les retours des agents territoriaux témoignent de pressions pour orienter leur travail, d'un climat dégradé, de politiques réorientées.

Les politiques menées par ces municipalités sur les champs qui recoupent nos missions sont minimalistes, voire contre-productives, alors que des études récentes mettent en évidence leur exposition aux risques, notamment naturels. C'est par exemple le cas à Perpignan, en état d'alerte sécheresse continue depuis 2023 : à part un festival annuel, du paillage des plantations municipales et une procession religieuse en l'honneur de Saint-Gaudérique vers la rivière de la Têt, rien n'a été réalisé, ni pour l'alimentation en eau potable, ni pour les exploitants agricoles. Le maire RN Louis Alliot était même absent des réunions de la communauté urbaine et de la préfecture sur ce sujet.

TÉMOIGNAGE — « Ça a changé du jour au lendemain »

« Quand la nouvelle équipe est arrivée, on nous a dit que tout continuerait normalement. Et puis les choses ont commencé à changer. On nous a demandé de rééquilibrer les acquisitions, de faire plus de place aux auteurs français. Des animations jeunesse ont été annulées. Le pire, c'est l'ambiance. On ne sait plus ce qu'on peut dire. »

– Corinne, agente en médiathèque, ville RN depuis 2020

Analyse juridique : nos droits face à la menace

Le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle. Il peut être modifié par une simple loi ordinaire. Un gouvernement d'extrême droite disposant d'une majorité parlementaire pourrait réformer en profondeur le statut.

Les libertés syndicales sont protégées par le préambule de la Constitution. Mais sans les supprimer formellement, on peut les vider de leur substance : multiplication des services minimums, entraves administratives, sanctions contre les grévistes.

Le devoir d'obéissance a des limites. L'article 28 du statut permet de refuser un ordre « manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public ». Cette protection doit être connue de tous les agents.

QUAND PEUT-ON REFUSER D'OBÉIR ?

Deux conditions cumulatives : l'ordre est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

Exemples : instruction de discriminer des usagers, demande de falsifier des documents, ordre de ne pas appliquer une loi en vigueur.

PAROLES D'AGENTS ET DE TERRAIN

Pour comprendre ce qui se joue vraiment, il faut écouter celles et ceux qui vivent ces réalités au quotidien.

21

Ce que disent les agents

« Je travaille depuis douze ans sur les politiques de l'eau dans une DREAL. Quand j'entends des responsables politiques dire que les normes environnementales sont de la « bureaucratie punitive », je me demande s'ils ont la moindre idée de ce qu'on fait. Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas de perdre mon poste. C'est de voir mon travail vidé de son sens. »

– Sophie, 43 ans, ingénieure en DREAL, Occitanie

« Je comprends que des collègues soient tentés par le vote protestataire. La colère est légitime. Mais je ne suis pas sûr qu'ils mesurent ce que ça signifierait concrètement pour nous. »

– Karim, 38 ans, technicien en DDT, Grand Est

« Je vais être honnête : je ne sais plus pour qui voter. Ce que je sais, c'est que mon poste de contrôleur des transports, ça fait deux fois que j'entends dire que c'est de la bureaucratie inutile. Et ça, c'est pas le RN qui le dit en premier – c'est des ministres de droite classique depuis quinze ans. Alors je comprends pas pourquoi on me demande de m'inquiéter maintenant. »

– Jérôme, 45 ans, contrôleur des transports terrestres, Auvergne-Rhône-Alpes

« Je lis ce dossier, je comprends le raisonnement. Mais je ne suis pas sûr que ce soit le rôle du syndicat de me dire ce que je dois penser politiquement. Je fais la part des choses. »

– Patrick, 52 ans, technicien en DREAL, Normandie

Responsables syndicaux : regards depuis le terrain

« La clé, c'est d'être présent sur les vrais problèmes »

Entretien avec Amina K., secrétaire de section CGT en DREAL, 8 ans de militantisme.

Quelle est votre stratégie ?

La clé, c'est d'être présent sur les vrais problèmes. Si le syndicat n'est visible que pour parler politique, on perd. Il faut être là sur les conditions de travail, sur les cas individuels. C'est ça qui crée la confiance.

Ce qui vous donne de l'espoir ?

La plupart des gens ne sont pas racistes. Ils sont en colère, ils se sentent abandonnés. Mais quand on discute vraiment, ils reconnaissent que leurs collègues d'origine étrangère font le même boulot qu'eux. Le poison, c'est la division. L'antidote, c'est le collectif.

Éclairages de chercheurs

LE VOTE DES FONCTIONNAIRES : RUPTURES ET CONTINUITÉS

Le vote pour l'extrême droite progresse dans la fonction publique, même s'il reste inférieur à la moyenne nationale.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : dégradation des conditions de travail, stagnation des rémunérations, affaiblissement des collectifs, dévalorisation et manque de reconnaissance face à une fierté et une utilité largement exprimées (88% des fonctionnaires sont fiers de leur mission et 85% se sentent utiles à la société. sondage BVA en mai 2023).

Ce malaise des agents publics, accru par les manques de moyens et la perte de sens de leurs missions, alimente le sentiment de ne pas être entendus et respectés, malgré l'engagement professionnel et le rôle social essentiel des métiers publics. Et cela se traduit par un soutien à l'extrême droite en progression entre 2017 et 2022 dans tous les niveaux hiérarchiques de la fonction publique, avec une hausse de 9 % pour les agents de catégorie C, de 8 % pour les catégories B et de 7 % pour les catégories A.

Là où la fonction publique votait historiquement plus à gauche ou au centre, les scores du second tour des législatives de 2024 montrent aujourd'hui un soutien à l'extrême droite comparable à celui du secteur privé, autour de 42 %. Cette évolution marque une rupture majeure avec les décennies précédentes et traduit un alignement électoral des agents du public sur le reste de la population salariée.

Des années de dévalorisation des services publics ont accompagné la montée du vote en faveur de l'extrême droite au sein de la population, y compris dans le secteur public qui s'en était davantage prémuni jusqu'ici. Pourtant, le Rassemblement national n'offre pour le service public et ses agents aucune perspective positive et efficace, d'après l'analyse de son programme présidentiel de 2022 et ses récentes déclarations.

Tout en dénonçant « le système », « l'élite », « l'État profond », le RN s'appuie donc sur des hauts fonctionnaires pour élaborer son programme et tenter de s'approprier les rouages de l'administration. C'est ainsi que Marine Le Pen a pris la défense des grands corps de l'État mis à mal par Emmanuel Macron (préfecturale, diplomatie) et qu'elle avait appelé les militaires auteurs d'une tribune dans Valeurs actuelles en avril 2021 à la rejoindre.

La présence de 88 députés du Rassemblement national à l'Assemblée nationale et de quelques élus au Sénat a favorisé le contact avec des hauts fonctionnaires à Paris et en circonscription (administrateurs de l'Assemblée, préfets, sous-préfets, directeurs d'administration déconcentrée...). Ces relations de travail ont d'ailleurs fait l'objet d'un article fourni du journaliste Luc Bronner dans *Le Monde*.

D'ores et déjà, certains fonctionnaires sont pris pour cible et intimidés, individuellement ou collectivement, lorsqu'ils et elles essaient de dénoncer ou défendent des positions qui vont à l'encontre du projet de l'extrême droite. Seul le soutien de collectifs et notamment l'action syndicale peuvent contrer ces offensives.

CE QUE CES PAROLES NOUS DISENT

- L'inquiétude est réelle mais prend des formes diverses.
- La colère est légitime. Elle exprime un malaise réel.
- L'approche moralisatrice est contre-productive.
- Le collectif reste la meilleure protection.
- L'histoire n'est pas écrite d'avance.

« On ne s'ennuie pas, et on n'en ressort pas déprimé »

23

Entretien avec Lise Soulier, militante CGT IGN

Le mardi 24 mars 2026, la CGT IGN organisait une journée d'étude contre les idées d'extrême droite, ouverte à toutes et tous les agent-e-s, syndiqué-e-s ou non. Lise Soulier, militante CGT IGN et membre de la Commission Exécutive, faisait partie des 21 participant-e-s. Elle revient sur ce qu'elle y a vécu.

Peux-tu te présenter brièvement et nous dire dans quel contexte tu as participé à cette journée ?

Je suis à l'IGN depuis 2023 et syndiquée à la CGT IGN depuis la même année. J'ai participé à cette journée parce que c'était à l'initiative de mon syndicat, et que c'est un sujet qui nous taraude. C'est une question qui intéresse la Commission Exécutive dont je fais partie, et qui m'intéresse aussi personnellement – en tant que citoyenne française, en tant qu'être humain, et en tant que syndiquée.

Quel était le contenu de cette journée ? Quels thèmes ont été abordés ?

C'était une formation articulée en quatre volets. Le premier revenait sur le rapport historique entre les syndicats et l'extrême droite – leur opposition de longue date – en partant de la période Mussolini, Hitler. On a vu les différences entre l'extrême droite d'hier et celle d'aujourd'hui, dans les discours et les façons de fonctionner. On a aussi abordé les cibles de l'extrême droite – pas ses électeurs, mais ses cibles de violence et ses cibles politiques. Il y avait également un atelier d'analyse de discours à partir d'un article parodique qui reprenait des idées qu'on retrouve souvent dans les discours d'extrême droite. Ça nous a permis de construire des argumentaires pour contrer ces idées de manière factuelle, tout en portant nos valeurs syndicales.

Qu'est-ce qui t'a le plus marquée dans les échanges ?

J'ai vraiment apprécié le format : c'est de l'éducation populaire, dans le sens où ce sont les formés qui travaillent plus que le formateur. Mais ce qui m'a le plus marquée, c'est qu'on avait invité des gens qui ne sont pas syndiqués. On était 21, avec 4 personnes non syndiquées, et des agents de services un peu plus proches de la direction, qui sont venus quand même. Ça a permis des échanges hyper riches.

En quoi l'extrême droite est-elle pour toi un enjeu syndical, et pas seulement politique ?

Le syndicat, c'est politique. Et des syndicats comme la CGT – des syndicats qui ne sont pas alliés avec les patrons – ont été des cibles de l'extrême droite. Sous Vichy, l'une des premières choses qu'ils ont faites, c'est dissoudre les syndicats. Personnellement, dans mon histoire familiale – comme beaucoup – mon arrière-grand-père était à la CGT et au PCF, il était dans la Résistance, et il était une cible des vichystes et des nazis. Je sais que ça peut arriver à nouveau. Et en tant que travailleuse, en tant que salariée, je sais que l'extrême droite ne me sera pas du tout bénéfique.

Qu'est-ce que cette journée a changé dans ton engagement militant ?

On a eu des idées en atelier pour aborder la question différemment avec les agents de l'IGN – par exemple, faire des heures d'information syndicale sur des points précis, comme ce que dit le RN sur les salaires. Des angles auxquels je n'avais pas nécessairement pensé. Ça nous a permis de réfléchir collectivement, de poser les choses ensemble. J'ai encore des interrogations sur ce qui peut se passer si l'extrême droite prend le pouvoir d'ici 2027 ou après – mais ça a fait du bien. Et je m'attendais à être un peu déprimée à la fin de la journée... pas du tout, au contraire.

Pourquoi d'autres syndicats de la Fédération auraient-ils intérêt à organiser ce type de journée ?

C'est une formation qui peut intéresser vraiment tout le monde. On n'est pas obligé d'être syndiqué pour s'intéresser à ce sujet – c'est quelque chose qui nous concerne tous et toutes. Et vraiment, on ne s'ennuie pas. Il y a peut-être des gens qui ont peur de s'ennuyer ou de déprimer, mais pas du tout. C'est une manière de poser les choses ensemble, de réfléchir, et d'apprendre plein de choses sur l'extrême droite et sur les syndicats.

PERSPECTIVES SYNDICALES

25

Face à la montée de l'extrême droite, quel rôle pour le syndicalisme ? Cette section explore les voies d'action collective.

Le syndicalisme face à l'extrême droite : une histoire longue

Le positionnement du mouvement syndical contre l'extrême droite n'est ni une posture conjoncturelle, ni un engagement partisan : c'est une constante historique inscrite dans l'ADN même du syndicalisme français.

Du 12 février 1934 – grève générale contre le fascisme – à la Résistance, des mobilisations de 2002 à celles de 2024, notre mouvement a toujours considéré que la défense des travailleurs et la défense de la démocratie étaient indissociables.

Agir dans les services : le syndicalisme de proximité

Le meilleur antidote à l'extrême droite, c'est un syndicalisme ancré dans le quotidien des agents. L'extrême droite prospère sur le sentiment d'abandon : notre première mission est d'être présents.

Recréer du collectif

Le syndicat peut et doit recréer des espaces d'échange. Pas seulement pour les adhérents, mais pour l'ensemble des collègues. Une heure d'information syndicale, un café informel : autant d'occasions de retisser du lien.

Répondre aux vraies colères

Perte de pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail, sentiment de ne plus être reconnu – ces colères sont légitimes. Le syndicat doit les prendre au sérieux. Chaque victoire, même modeste, démontre que l'action collective est efficace.

Agir dans les services : trois situations, trois entrées

La stratégie syndicale face à l'extrême droite ne se joue pas en meeting ou en tract. Elle se joue dans le couloir, à la machine à café, en réunion de service. Voici trois situations réelles – et comment y entrer.

Premier cas : l'agent de catégorie C en DDT, qui « en a marre du système »

Il n'est pas forcément convaincu par le RN. Il est épuisé. Sous-effectif chronique, tâches qui s'accumulent, sentiment d'être le dernier maillon d'une chaîne que personne ne regarde. Le discours anti-système lui parle parce que personne d'autre ne lui parle.

L'entrée syndicale n'est pas idéologique. C'est : « Tu sais ce que ça veut dire concrètement, supprimer les DDT et confier l'instruction des permis aux communes ? » Partir du poste. Partir du quotidien. Montrer que le programme qu'il envisage de soutenir vise précisément ce qu'il fait – et pas pour le défendre.

Deuxième cas : l'ingénieure en DREAL qui « comprend que les gens votent autrement »

Elle ne votera pas RN. Mais elle relativise le danger, elle fait confiance au « front républicain », elle pense que ça ne peut pas vraiment arriver. Le risque ici n'est pas l'adhésion : c'est la résignation passive.

L'entrée syndicale est historique et factuelle. « Est-ce que tu sais que le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle ? Qu'une majorité ordinaire suffit à le modifier ? » Sortir de l'abstraction du « ça n'arrivera pas » en montrant les mécanismes juridiques concrets. Le danger n'est pas fantasmé : il est documenté.

Troisième cas : le contractuel en agence de l'eau, qui « ne se sent pas concerné »

Il est précaire, il ne cotise pas au régime général de chômage, il sait que son contrat ne sera pas renouvelé si les agences sautent – ce que le programme RN prévoit explicitement. Il pense que le syndicat, c'est pour les titulaires.

L'entrée syndicale est directe. « Qui défend ton poste si l'OFB est supprimé ? » Le collectif syndical est sa seule protection face à une décision qui peut le concerner demain matin. Ce n'est pas une question de valeurs : c'est une question d'intérêt immédiat.

Construire des convergences

Sur la question de l'extrême droite, les positions des organisations syndicales convergent largement. CGT, FSU, Solidaires, UNSA, CFDT : cette convergence de principe doit se traduire en actes dans l'intersyndicale de notre ministère.

L'enjeu est d'articuler luttes sociales et combat démocratique. Un « antifascisme hors-sol », déconnecté des préoccupations quotidiennes, ne suffit pas. Montrer que défendre nos conditions de travail et défendre la démocratie sont un seul et même combat.

Quelles actions pour la fédération ?

« Notre première responsabilité est d'informer. Notre deuxième responsabilité est de mobiliser. Notre troisième responsabilité est de former. Enfin, nous devons préparer l'avenir. Je vous appelle à vous saisir de ces enjeux, à en débattre dans vos sections, à nous faire remonter vos propositions. »

RESSOURCES ET OUTILS

Repères historiques, argumentaire pour les discussions, ressources documentaires, contacts utiles : une boîte à outils à disposition des militants et des agents.

Repères historiques

CHRONOLOGIE : UN SIÈCLE DE LUTTES

28 octobre 1922 – Marche sur Rome. Mussolini prend le pouvoir en Italie.
 30 janvier 1933 – Hitler devient chancelier. Début de la mise au pas de l'Allemagne.
 2 mai 1933 – Dissolution des syndicats allemands par les SA.
 12 février 1934 – Grève générale unitaire CGT-CGTU contre le fascisme en France.
 1936 – Victoire du Front populaire. Congés payés, 40 heures.
 1939 – Victoire de Franco en Espagne. Début de 36 ans de dictature.
 1940-1944 – CGT dissoute par Vichy, reconstituée dans la clandestinité.
 25 avril 1974 – Révolution des Œillets au Portugal. Fin de l'Estado Novo.
 1975 – Mort de Franco, transition démocratique en Espagne.
 21 avril 2002 – Le Pen au second tour. Mobilisations massives.
 2010 – Retour d'Orbán au pouvoir en Hongrie. Début de la « démocratie illibérale ».
 2017-2022-2024 – Progression continue de l'extrême droite en France.
 Octobre 2022 – Giorgia Meloni au pouvoir en Italie.
 Octobre 2023 – Alternance en Pologne : la résistance démocratique l'emporte.
 Décembre 2023 – Milei au pouvoir en Argentine. Début du démantèlement de l'État.
 Janvier 2025 – Trump revient au pouvoir aux États-Unis. Création du DOGE, purge de la fonction publique fédérale.

27

Argumentaire : répondre aux idées reçues

Ces objections, vous les entendrez dans les services. Voici ce qu'il faut savoir pour y répondre – sans moraliser, en partant des faits.

« Le RN défend les fonctionnaires. »

Le RN distingue les fonctions régaliennes – police, armée, justice – qu'il entend renforcer, et tout le reste, qu'il présente comme de la bureaucratie à dégraisser. Nos ministères – transition écologique, aménagement du territoire, agences de l'eau, OFB – sont explicitement dans la seconde catégorie. Les suppressions prévues sont chiffrées dans les programmes. Nos collègues des DREAL et DDT seraient en première ligne.

« Les normes environnementales, c'est de l'écologie punitive qui pénalise les gens modestes. »

Ce que propose le RN n'est pas une écologie plus juste : c'est l'absence d'écologie. Or ce sont les ménages les plus modestes – logements mal isolés, dépendants de la voiture, exposés aux inondations et aux canicules – qui souffriront le plus du dérèglement climatique. Supprimer les normes ne réduit pas leur facture : ça transfère le coût de demain sur ceux qui ont le moins les moyens de l'absorber.

« Le syndicat ne devrait pas faire de politique. »

Alerter sur les suppressions de postes dans nos services, documenter les attaques contre le statut, informer sur les restrictions du droit de grève : ce n'est pas de la politique partisane. C'est exactement notre mandat syndical. La défense des agents et la défense des conditions d'exercice du service public sont indissociables.

« Ça ne peut pas vraiment arriver en France. »

Le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle. Une majorité parlementaire ordinaire suffit à le modifier. Les libertés syndicales sont garanties par le Préambule de 1946 – mais on peut les vider de leur substance sans les supprimer : multiplication des services minimums, allongement des préavis, sanctions administratives contre les militants. Ce n'est pas un scénario de science-fiction : c'est une possibilité juridique ouverte, documentée, que les exemples européens ont déjà illustrée.

« Ils ont changé. Ce n'est plus le FN de Jean-Marie Le Pen. »

Les méthodes de communication ont changé. La matrice idéologique, non. Les historiens – Chapoutot, Palheta, Paxton – sont clairs sur ce point : la normalisation de surface ne modifie pas le fond programmatique. Ce que le RN ferait au pouvoir, on peut le lire dans ses votes au Parlement européen, dans les gestions municipales, dans les déclarations de ses responsables sur le statut, le droit de grève et l'écologie.

« La gauche aussi a trahi les fonctionnaires. »

C'est vrai, et cette colère est légitime. Des années de gel du point d'indice, de réformes managériales, de dévalorisation des missions : le malaise des agents est réel et il a été alimenté par tous les gouvernements. Mais cette réalité n'est pas une raison de laisser le terrain libre à la seule force politique qui, programmatiquement, aggraverait la situation de façon irréversible. La trahison d'hier ne justifie pas le désastre de demain.

« Voter RN, c'est envoyer un message. »

À qui ? Les régimes autoritaires n'entendent pas les messages de protestation : ils sanctionnent les messagers. Dans tous les pays où l'extrême droite a gouverné, la première cible a été ce qui organisait la résistance – syndicats, presse indépendante, associations. Le vote-signal suppose un interlocuteur capable d'en tenir compte. Ce n'est pas la logique des programmes que nous documentons dans ce dossier.

« Orbán et Meloni respectent la démocratie : ils ont été élus. »

Orbán a été élu. Il a ensuite réécrit la Constitution, remplacé des milliers de fonctionnaires par des fidèles de son parti, marginalisé les syndicats par une réforme du droit du travail, éliminé la presse indépendante. En novembre 2024, la CGIL italienne et l'UIL ont appelé à la grève générale contre le budget de Meloni – le ministre Salvini a utilisé la loi pour réduire de moitié la durée légale du préavis de grève dans les transports. Être élu est une condition d'entrée en démocratie : ce n'est pas un blanc-seing pour en défaire les institutions.

Ressources documentaires

Ouvrages de référence

Johann Chapoutot, Les irresponsables, Gallimard
 Valérie Igounet, Le Front national de 1972 à nos jours, Seuil
 Nicolas Lebourg, Les Droites extrêmes en France, PUF
 Michel Dreyfus, Histoire de la CGT, Complexe
 Robert O. Paxton, Le Fascisme en action, Seuil
 Steven Levitsky & Daniel Ziblatt, La Mort des démocraties, Calmann-Lévy

Sites et rapports

<https://visa-isa.org/>
 Fondation Jean-Jaurès – jean-jaures.org
 Conspiracy Watch – conspiracywatch.info
 Site CGT – cgt.fr
 Tuteurope.eu – dossiers sur la Hongrie, la Pologne, l'Italie

Ce dossier ne se referme pas sur une liste de tâches.

Il se referme sur un constat : la résistance n'est pas un programme. C'est une pratique quotidienne, dans les services, dans les couloirs, dans les assemblées générales qui semblent inutiles jusqu'au jour où elles ne le sont plus.

L'histoire du mouvement ouvrier est pleine de gens qui ont choisi le mauvais moment pour se taire. Elle est aussi pleine de gens qui ont tenu quand personne ne leur demandait de tenir – et qui ont gagné des batailles que tout le monde donnait pour perdues.

Le syndicat n'est pas une assurance. C'est un collectif. Sa force est exactement proportionnelle au nombre de ceux qui décident d'y participer – pas en théorie, mais maintenant.

Ce dossier s'achève, mais le travail commence. Les outils sont là, les arguments sont posés, les contacts sont disponibles. Ce qui fera la différence, c'est ce que vous en ferez.

Le syndicalisme n'a jamais été un sport de spectateurs. Il se construit par l'engagement de chacun. Face aux défis qui viennent, cet engagement est plus nécessaire que jamais.

Pour conclure : ce que l'histoire enseigne, ce que la situation exige

CE QUE L'HISTOIRE ENSEIGNE

Les régimes autoritaires ne surgissent pas du néant. Ils s'annoncent. Ils testent les résistances avant de les briser. Ils avancent là où le terrain est libre et reculent là où il est occupé. L'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, la Hongrie d'Orbán, l'Argentine de Milei : dans chaque cas, les mécanismes étaient visibles avant d'être irréversibles. Dans chaque cas, le mouvement syndical a été la première cible – parce qu'il était le premier obstacle.

Ce dossier n'est pas un exercice d'analogie. Les fascismes historiques et les régimes autoritaires contemporains ne sont pas identiques. Mais ils partagent une logique : affaiblir ce qui organise, diviser ce qui résiste, remplacer ce qui délibère par ce qui obéit. Connaître cette logique, c'est pouvoir la reconnaître – avant qu'elle soit installée.

CE QUE LA SITUATION FRANÇAISE PRÉSENTE COMME SPÉCIFICITÉ

Le statut de la fonction publique n'a pas valeur constitutionnelle. Une loi ordinaire suffit à le modifier. Le droit de grève est garanti par le Préambule de 1946 – mais on peut le vider de sa substance sans le supprimer formellement, en multipliant les services minimums, en alourdissant les procédures, en sanctionnant les militants les plus exposés.

Un gouvernement d'extrême droite disposant d'une majorité parlementaire n'aurait pas besoin de coup d'État. Il lui suffirait de légiférer. Cette réalité juridique n'est pas une hypothèse d'école : c'est le cadre dans lequel nous travaillons.

Les fronts républicains ont fonctionné en 2002, en 2017, en 2022. Leur efficacité s'érode. Rien ne garantit qu'ils fonctionneront indéfiniment. La question n'est plus de savoir si le danger est réel : il l'est. Elle est de savoir ce que nous faisons du temps qui reste.

30

CE QUE LE SYNDICALISME PEUT FAIRE QUE RIEN D'AUTRE NE PEUT FAIRE

Les partis politiques organisent des élections. Les associations défendent des causes. Le syndicat est le seul outil qui soit présent là où les travailleurs travaillent – dans les services, dans les bureaux, dans les réunions d'encadrement où les pressions commencent avant d'être visibles ailleurs.

C'est là que se joue la guerre de position que Gramsci appelait de ses vœux : non dans les grandes confrontations décisives, mais dans l'accumulation quotidienne de présences, de solidarités, de refus discrets qui font que le terrain reste disputé.

Défendre le service public, les droits syndicaux et le statut de la fonction publique n'est pas une revendication corporatiste. C'est un rempart démocratique. C'est ce que ce dossier a voulu démontrer.

« Formez-vous parce que nous aurons besoin de votre intelligence, mettez-vous en mouvement parce que nous aurons besoin de votre enthousiasme, organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre force. »

Antonio Gramsci, L'Ordine Nuovo, 1er mai 1919



Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous
et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



**La Macif,
c'est vous.**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos
capacités de remboursement avant de vous engager.



Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits **SOCRAM BANQUE**, Société anonyme, Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 (www.orias.fr).

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 (www.orias.fr)

MÉDIAS

LIRE · ÉCOUTER · DIFFUSER



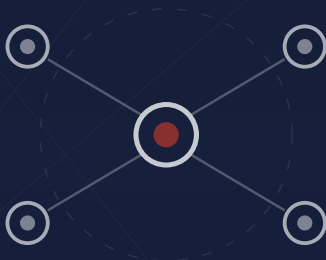
Lire

Presse, livres, essais



Écouter

Podcasts, radio, débats



Diffuser

Web, réseaux, vidéo



C O U R R I E R D U M I L I T A N T

FICHES DE LECTURE

Comprendre le fascisme hier et aujourd'hui

Johann CHAPOUTOT

Les Irresponsables (2025) — Libres d'obéir (2020) — Fascisme, nazisme et régimes autoritaires (2013)

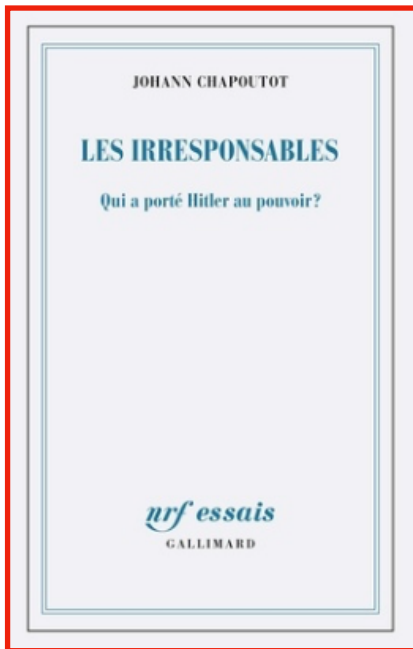
Ugo PALHETA

La Possibilité du fascisme (2018) — La Nouvelle Internationale fasciste (2022/2025)

Lea Ypi

« *La crise du néolibéralisme ouvre les portes au fascisme* »

33



Johann Chapoutot – Les Irresponsables

Qui a porté Hitler au pouvoir ?

Auteur

Johann Chapoutot, professeur d'histoire contemporaine à Sorbonne Université

Titre complet

Les Irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?

Éditeur

Gallimard, collection NRF Essais

Parution

Février 2025

Pages

304 pages

Prix

21 €

Thèse centrale

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle Hitler aurait été « élu démocratiquement », Chapoutot démontre que les nazis sont arrivés au pouvoir par une conspiration entre les élites libérales-autoritaires de la droite traditionnelle allemande et le parti nazi. Entre mars 1930 et janvier 1933, un « extrême centre » – industriels, banquiers, conservateurs – a sciemment porté Hitler à la chancellerie alors même que le parti nazi reculait dans les urnes (automne 1932).

La thèse se résume en une formule : ce sont toujours des libéraux qui ont mis les fascistes au pouvoir. Non par aveuglement, mais par calcul – pour casser la gauche, détruire les syndicats et perpétuer une politique économique favorable au patronat.

Arguments principaux

1. Hitler n'a pas été élu

Chapoutot retrace méticuleusement la chronologie de 1930 à 1933. Le fonctionnement parlementaire est suspendu dès mars 1930 avec le recours à l'article 48 de la Constitution de Weimar (gouvernement par décrets). Les nazis ne disposent jamais d'une majorité absolue. C'est une pétition d'industriels et de banquiers (Industrielleingabe) adressée au président Hindenburg qui ouvre la voie à la nomination de Hitler comme chancelier.

2. Le rôle de l'« extrême centre »

L'auteur forge le concept d'un « consortium libéral-autoritaire » qui passe de 50 % à moins de 10 % des voix mais refuse de céder le pouvoir. Ce bloc – von Papen, Hugenberg, les milieux patronaux – préfère s'allier avec l'extrême droite plutôt que de gouverner avec la gauche. Von Papen pense « neutraliser » Hitler : il sera balayé en quelques mois.

3. Le patronat comme moteur

Le 27 janvier 1932, devant 1 500 patrons de l'Industry-Club de Düsseldorf, Hitler reçoit une standing ovation. Il leur explique que ses discours ouvriers sont du « marketing politique » et que son programme vise à écraser la gauche et les syndicats, à conquérir des marchés extérieurs et à booster les carnets de commandes. Goebbels note dans son journal : « J'ai écouté la radio, ce sont nos idées de A à Z. »

4. La rhétorique des « extrêmes »

Chapoutot relève le discours de von Papen (été 1932) distinguant les « extrêmes nationaux » (constructifs, patriotes, fréquentables) des « extrêmes de gauche » (destructeurs). Cette rhétorique de mise en équivalence asymétrique est, selon l'auteur, « assourdissante aujourd'hui ».

INTÉRÊT POUR LA FNEE-CGT

L'ouvrage démontre que la montée au pouvoir du fascisme n'est jamais un accident ni une fatalité démocratique : c'est le résultat de choix politiques délibérés d'élites économiques et politiques prêtes à sacrifier la démocratie pour préserver leurs intérêts. La dissolution de l'Assemblée, le recours aux procédures d'exception, la diabolisation de la gauche, la reprise des thèmes de l'extrême droite par le pouvoir en place : ces mécanismes décrits par Chapoutot pour l'Allemagne des années 1930 résonnent directement avec la situation politique française contemporaine.

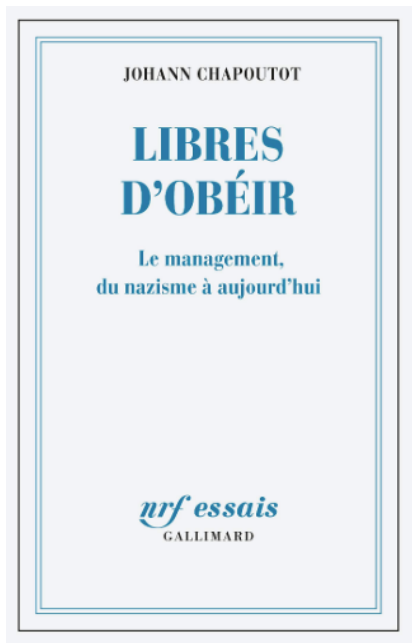
35

Pour aller plus loin

Podcast : « La Grande H. », Le Média, février 2025 – entretien approfondi avec l'auteur.

Conférence : France Culture, « Les vrais responsables de l'arrivée d'Hitler », mars 2025.

Complément : Johann Chapoutot (préface), Extrême droite : la résistible ascension, Institut La Boétie, septembre 2024.



Johann Chapoutot – Libres d'obéir

Le management, du nazisme à aujourd'hui

Auteur

Johann Chapoutot

Titre complet

Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui

Éditeur

Gallimard, collection NRF Essais

Parution

Janvier 2020

Pages

176 pages

Prix

16 €

Traductions

10 langues

Thèse centrale

Le management moderne trouve une de ses matrices dans le IIIe Reich. À travers la trajectoire de Reinhard Höhn (1904-2000), juriste SS devenu après-guerre fondateur de la principale école de management allemande, Chapoutot montre comment les méthodes d'organisation du travail nazies ont été recyclées et appliquées au monde de l'entreprise.

Le titre résume la philosophie : l'objectif est fixé d'en haut (obéir), mais les moyens sont laissés au subordonné (libre). La responsabilité de l'échec repose sur l'exécutant, jamais sur le donneur d'ordres. Ce qui fut la politique du Reich pour se réarmer, affamer les peuples slaves et exterminer les juifs est devenu le management par objectifs.

Le parcours de Reinhard Höhn

Sous le IIIe Reich (1933-1945)

Höhn adhère au parti nazi en 1933, à la SS en 1934. Juriste brillant, professeur à l'université d'Iéna, il atteint le grade d'Oberführer (général SS) et travaille directement avec Reinhard Heydrich. Ses travaux portent sur l'organisation de l'administration et la gestion d'un espace vital en expansion : comment dominer un immense territoire avec peu d'hommes ? Sa réponse : déléguer les pouvoirs, responsabiliser les cadres, supprimer la rigidité hiérarchique. Le modèle est la « tactique par mission » de l'armée prussienne réformée par Scharnhorst. L'après-guerre et Bad Harzburg (1955-2000)

Après une décennie de clandestinité sous faux nom, Höhn refait surface dans les années 1950. Il fonde à Bad Harzburg un institut de formation au management qui va former environ 600 000 cadres des principales entreprises allemandes (plus 100 000 en formation à distance). Sa « méthode de Bad Harzburg » – management par objectifs, délégation des responsabilités, autonomie d'exécution – devient la colonne vertébrale du miracle économique ouest-allemand.

Idées clés

L'État contre la communauté

Les juristes nazis opposent l'État (hérité d'un droit romain « figé, abstrait, dégénéré ») à la communauté biologique (Volksgemeinschaft). Contre-intuitivement, le nazisme ne renforce pas l'État mais le dissout au profit d'une organisation fluide, compétitive, darwinienne. Les cadres du parti sont en concurrence permanente – « anarchie féodale » selon Ian Kershaw – et c'est cette concurrence qui produit la radicalisation.

La « guerre économique » comme continuation

Ce que Chapoutot démontre avec force, c'est que la transition du militaire à l'économique s'opère sans rupture conceptuelle. La « guerre économique » des années 1950-80 reprend exactement les principes de commandement du Reich : fixer des objectifs stratégiques, laisser les « combattants » (cadres) choisir leurs moyens, sanctionner les échecs.

Le management contemporain comme héritier

Sans faire de généalogie simpliste, l'auteur montre que les concepts fondamentaux du management moderne – agilité, management par objectifs, responsabilisation des équipes, « l'obligation de réussir » – participent d'une même logique. La liberté offerte est une pseudo-liberté : les objectifs ne sont jamais discutés, seuls les moyens sont laissés au subordonné.

37

INTÉRÊT POUR LA FNEE-CGT

Ce livre est directement opérationnel pour les formations syndicales. Il permet de décrypter les méthodes de management appliquées aujourd'hui dans la fonction publique (lean management, reporting par indicateurs, RGPP/MAP/AP2022) comme les héritières d'une logique qui nie la dimension collective du travail et reporte la charge sur l'agent individuel. Il donne des arguments solides pour critiquer la « modernisation » managériale qui vise à transformer les agents publics en exécutants isolés et responsables de leur propre échec.

Citations utiles

« La liberté d'obéir, l'obligation de réussir. »

« Le nazisme aura été un grand moment managérial et une des matrices du management moderne. »

« Ils nous semblent résolument étrangers, et étrangement proches, presque nos contemporains. »



Johann Chapoutot – Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)

Auteur

Johann Chapoutot

Éditeur

PUF, collection « Licence »

Parution

2013 (rééditions)

Pages

Environ 200 pages

Prix

Environ 15 €

Thèse centrale

Chapoutot refuse la lecture téléologique qui fait de la période 1918-1945 une simple « parenthèse » avant le triomphe inévitable de la démocratie. Il montre au contraire que les régimes autoritaires et fascistes occupent l'essentiel de l'espace politique européen entre les deux guerres et qu'il n'y avait rien d'inévitable dans leur défaite.

L'ouvrage couvre l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, la France de Vichy, l'Autriche, l'Espagne franquiste et le Portugal salazariste, en cherchant les logiques communes sans gommer les spécificités de chaque régime.

Apports principaux

Une approche comparée

L'ouvrage propose une grille d'analyse transversale : comment chaque régime s'empare du pouvoir, comment il détruit les syndicats et les partis, comment il réorganise l'économie et la société. Cette approche comparative est précieuse pour identifier les invariants du fascisme.

Le rôle des élites conservatrices

Dans chaque cas étudié, Chapoutot souligne le rôle déterminant des élites traditionnelles – patronat, armée, Église, aristocratie terrienne – dans la mise en place des régimes fascistes. Le fascisme ne surgit pas du néant populaire : il est appelé, instrumentalisé, puis imposé par des forces conservatrices qui pensent pouvoir le contrôler.

La destruction systématique du mouvement ouvrier

L'un des fils conducteurs de l'ouvrage est la destruction méthodique des organisations syndicales et ouvrières : dissolution de la CGdL en Italie (1925-1926), assaut des SA contre les locaux syndicaux en Allemagne (2 mai 1933), syndicalisme vertical imposé en Espagne pendant 36 ans. Le mouvement ouvrier est toujours la première cible.

INTÉRÊT POUR LA FNEE-CGT

Ce manuel universitaire est un excellent outil de formation de base. Synthétique et rigoureux, il permet de donner à des militants une culture historique solide sur les fascismes européens sans simplification. Il fournit les éléments de comparaison nécessaires pour comprendre pourquoi la destruction des syndicats et de la fonction publique est le préalable de tout régime autoritaire.



Ugo Palheta – La Possibilité du fascisme

France, la trajectoire du désastre

Auteur

Ugo Palheta, sociologue, maître de conférences à l'Université de Lille

Titre complet

La Possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre

Éditeur

La Découverte, collection « Cahiers libres »

Parution

Septembre 2018

Pages

270 pages

Prix

19 €

Thèse centrale

Palheta avance que le fascisme ne doit pas être considéré comme une hypothèse abstraite mais comme une possibilité concrète en France. Il ne s'agit ni d'un livre sur l'extrême droite seule, ni d'un traité théorique sur le fascisme : c'est une analyse des conditions structurelles – économiques, politiques, idéologiques – qui rendent possible l'émergence d'un fascisme d'un genre nouveau.

Sa thèse fondamentale : la résurrection de l'extrême droite doit être replacée dans le « processus historique de radicalisation néolibérale, autoritaire et raciste de la classe dirigeante française dans son ensemble ». Le fascisme est une potentialité inhérente au capitalisme en crise.

Structure et arguments

1. Le retour du concept de fascisme

Palheta critique la catégorie de « populisme » qui, selon lui, joue le même rôle confusionniste que le concept de « totalitarisme » pendant la guerre froide : elle met en équivalence l'extrême droite et la gauche radicale, tout en offrant au RN (ex-FN) le bénéfice de ne plus être qualifié de fasciste. Il propose une définition minimale du fascisme : un mouvement de masse visant la régénération de la nation par la purge de ses ennemis intérieurs et la répression de toute contestation.

2. La crise d'hégémonie

S'appuyant sur Gramsci, Palheta analyse la crise de l'hégémonie néolibérale : l'offensive néolibérale depuis les années 1980 a polarisé les classes sociales, décomposé le champ politique traditionnel et produit ce qu'il appelle le « sacre de l'extrême centre » – dernière étape avant une bifurcation soit vers la rupture sociale, soit vers le fascisme.

3. L'État néolibéral-autoritaire

L'auteur distingue État autoritaire et État fasciste. La France connaît un durcissement autoritaire continu – criminalisation de la contestation, violences policières, état d'urgence permanent – qui n'est pas encore le fascisme mais qui en prépare le terrain. Il analyse comment les démocraties capitalistes démantèlent leurs propres mécanismes démocratiques sous pression néolibérale.

4. La base sociale du néofascisme

Le FN/RN ne recrute pas d'abord parmi les plus pauvres (qui s'abstiennent massivement) mais dans les classes moyennes déclassées ou menacées de déclassément – petits patrons, artisans, professions intermédiaires. C'est le même profil sociologique que dans les années 1930.

5. Pour un antifascisme renouvelé

Palheta refuse l'antifascisme réduit au « front républicain » avec des forces politiques elles-mêmes impliquées dans la destruction des conquêtes sociales. Il appelle à un antifascisme articulé à la lutte anticapitaliste, antiraciste et féministe, fondé sur la construction d'un « bloc subalterne » capable de proposer une alternative.

INTÉRÊT POUR LA FNEE-CGT

Cet ouvrage est essentiel pour la formation militante car il rompt avec deux illusions symétriques : celle qui banalise le danger fasciste (« ça ne peut pas arriver ici ») et celle qui le réduit à une question morale (« les gens qui votent mal »). En situant la montée de l'extrême droite dans la crise du capitalisme néolibéral et le durcissement autoritaire de l'État, Palheta fournit aux syndicalistes un cadre d'analyse qui relie directement la défense du service public, des droits sociaux et des libertés syndicales à la lutte antifasciste. La base sociale du néofascisme – les classes moyennes menacées – est aussi celle que la CGT doit s'efforcer de syndiquer et de convaincre.

41

Citations utiles

« Le fascisme s'annonce non comme une hypothèse abstraite mais comme une possibilité concrète. »

« Le concept de populisme joue le même rôle confusionniste que le concept de totalitarisme pendant la guerre froide. »

« La résurrection de l'extrême droite doit être replacée dans le processus de radicalisation néolibérale, autoritaire et raciste de la classe dirigeante dans son ensemble. »



Ugo Palheta – La Nouvelle Internationale fasciste

Auteur

Ugo Palheta

Titre

La Nouvelle Internationale fasciste

Éditeur

Éditions Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique »

Parution

2022 (1^{re} éd.) – 2025 (éd. augmentée, 4 nouveaux chapitres)

Pages

Environ 200 pages

Prix

Environ 17 €

Thèse centrale

Aussi nationalistes soient-elles, les extrêmes droites contemporaines s'organisent à l'échelle internationale. Leurs mots, leurs idées et leurs stratégies circulent d'un pays à un autre. Certains pays – la Hongrie d'Orbán, la Russie de Poutine – jouent le rôle de modèles et parfois de mécènes. Palheta décortique cette « internationale brune » du XXI^e siècle, analogue à celle de l'entre-deux-guerres mais adaptée à l'ère numérique et à la mondialisation financière.

Architecture du livre

Le paradoxe nationaliste-internationaliste

Les mouvements d'extrême droite prônent le repli national mais pratiquent activement la coopération transnationale. Le Pen, Trump, Poutine, Bolsonaro, Modi, Duterte, Orbán : chaque force montante tire parti du prestige obtenu par les autres. L'AfD allemande s'inspire du RN français ; le RN s'inspire de l'Italie de Meloni ; Milei s'inspire de Trump, qui admire Orbán. Les idées, les slogans, les techniques de mobilisation circulent.

Les ingrédients communs

Palheta identifie plusieurs invariants qui transcendent les frontières : l'obsession identitaire (purger la nation de ses « corps étrangers »), la réaction patriarcale (contre le féminisme et les droits LGBT+), la haine de l'égalité, le conspirationnisme comme grille de lecture du monde, et le rejet de l'écologie comme « punitive ». L'ensemble forme un projet politique cohérent : régénérer la nation en châtiant ses ennemis intérieurs.

L'édition augmentée de 2025 : quatre nouveaux chapitres

Face à l'accélération de la mécanique mondiale, Palheta ajoute quatre chapitres : les mécènes de l'extrême droite (oligarques, fondations conservatrices, flux financiers) ; les différents courants idéologiques allant des « libertariens autoritaires » (Milei, Trump/Musk) aux « socio-nativistes » (Le Pen) ; la constante conspirationniste comme ciment idéologique ; et les obsessions masculinistes de la « broligarchie » mondiale (Musk, Thiel, etc.).

Un nouvel internationalisme antifasciste

L'ouvrage ne se limite pas au diagnostic. Palheta appelle à la construction d'un internationalisme des luttes – féministes, antiracistes, écologistes, syndicales – comme seule réponse à l'internationalisation du fascisme. Les réseaux d'entraide existent déjà et prolongent l'histoire des mouvements socialistes, communistes et anarchistes.

INTÉRÊT POUR LA FNEE-CGT

Ce livre éclaire directement la section 2 du dossier fédéral (régimes autoritaires contemporains). Il permet de comprendre pourquoi les attaques contre la fonction publique et les syndicats se ressemblent d'un pays à l'autre : parce qu'elles sont théorisées, partagées et adaptées au contexte national par une internationale de fait. L'analyse des « libertariens autoritaires » (Trump/DOGE, Milei) explique le démantèlement de l'État comme projet politique global. Et l'appel à un internationalisme des luttes rejoint directement la tradition de solidarité internationale de la CGT.

43

Pour aller plus loin

Podcast : « Minuit dans le siècle », animé par Ugo Palheta – décryptage régulier des extrêmes droites mondiales.

Revue : Contretemps (contretemps.eu) – revue en ligne codirigée par Palheta.

Complément : Face à la menace fasciste (avec Ludivine Bantigny), Textuel, 2021.

CONCLUSION POUR L'ACTION SYNDICALE

Chapoutot et Palheta se complètent parfaitement. Le premier explique COMMENT le fascisme arrive au pouvoir (par le haut, avec la complicité des élites libérales) ; le second explique POURQUOI il redevient possible aujourd'hui (par la crise structurelle du capitalisme néolibéral). Ensemble, ils fournissent aux militants de la FNEE-CGT un double outillage intellectuel : la profondeur historique pour ne pas se laisser surprendre, et l'analyse contemporaine pour agir. Défendre le service public, les droits syndicaux et le statut de la fonction publique n'est pas seulement une revendication corporatiste : c'est un rempart démocratique contre l'autoritarisme.

Lea Ypi — « La crise du néolibéralisme ouvre les portes au fascisme »

Politologue et écrivaine – London School of Economics

Auteure de *Libre, Indignité* (Anagrama) et *Frontières de classe*

Source : La Vanguardia, 16 mars 2026 · Entretien conduit par Rafael Ramos, correspondant à Londres · Traduit de l'espagnol et analysé pour le Courrier du Militant – FNEE-CGT

Lea Ypi, 46 ans, née en Albanie, est professeure de théorie politique à la London School of Economics. Son œuvre croise l'histoire familiale – de l'empire ottoman à l'ère communiste albanaise – et la philosophie politique contemporaine. Elle se définit comme « marxiste kantienne », articulant l'analyse matérialiste des structures socio-économiques et l'exigence morale des Lumières.

Cet entretien, accordé à La Vanguardia en mars 2026, apporte au CDM 1532 ce que le dossier ne dit pas encore explicitement : pourquoi le fascisme revient partout en même temps. Sa réponse – la crise structurelle du néolibéralisme comme condition d'émergence – rejoint directement le cadre analytique que nous développons, et le déplace sur le terrain de l'économie politique mondiale.

Libre se situe à une époque de transition où un empire cède la place à un autre. Vivons-nous aujourd'hui une situation similaire ?

Nous vivons une époque de crise profonde, la fin du néolibéralisme et de la néo-mondialisation libérale. Il s'agit d'une crise du capitalisme, mais pas de sa fin – plutôt de son entrée dans une nouvelle phase, celle de l'oligarchie technologique et de la concurrence entre différents centres politiques liés à des intérêts économiques distincts.

Comment sera cette nouvelle phase du capitalisme ?

Cela dépendra de la politique. Le fascisme et le protectionnisme progressent, et la concurrence impériale entre blocs revient.

L'une des raisons du retour du fascisme serait le temps écoulé depuis les guerres mondiales, et le monde aurait oublié leurs leçons...

Oui, mais ce qui importe, ce n'est pas tant ce que l'on se rappelle, mais comment on s'en souvient. Et qui contrôle le récit. Le problème n'est pas que nous ayons oublié ce qui s'est passé, mais que nous n'en attribuons pas la responsabilité de façon suffisamment critique, en imputant la faute à des individus (Franco, Mussolini, Hitler...) sans comprendre les forces systémiques qui étaient derrière – et cela fait que l'on ne voit pas comment le passé peut se répéter, parce que nous l'avons mal analysé. Nous voyons aujourd'hui surgir une nouvelle forme de fascisme parce que les conditions nécessaires à son émergence sont à nouveau réunies : montée du nationalisme, logique ethnocentrique, compétition entre États, crise économique... Tout le monde dit que Trump est le problème, mais Trump est le symptôme d'un problème plus profond, le même qui existait lorsque le fascisme a surgi dans les années trente.

Des partis comme Vox, Reform UK ou l'AfD allemand ne se considèrent pas fascistes, mais simplement de droite...

Ils n'ont pas besoin de se nommer fascistes pour être le même phénomène.

Des gens qui ont été communistes sont aujourd'hui d'extrême droite...

Autrefois, l'extrême droite critiquait le système depuis la perspective du nationalisme et de l'État-nation, et l'extrême gauche depuis l'anticapitalisme. Aujourd'hui, la seule qui critique l'échec du néolibéralisme et de la mondialisation, ou la dégradation des communautés de la classe ouvrière, c'est l'extrême droite.

La gauche se trompe-t-elle en se concentrant sur les guerres culturelles plutôt que sur la redistribution des richesses ?

La gauche s'est trop engagée dans le projet libéral de transformer l'État par la loi. Avec la chute de l'Union soviétique, elle a abandonné la critique du capitalisme, évoluant vers des partis comme le New Labour de Tony Blair, consacrés à défendre les droits des minorités opprimées – ce qui est important, mais insuffisant, car cette oppression ne tient pas seulement au racisme ou au patriarcat, mais aussi aux défaillances du capitalisme et à la structure socioéconomique. Il faut un projet intellectuel de changement, de réforme des institutions, de relation entre l'État et le capital, qui aille au-delà des cycles électoraux.

Voyez-vous l'extrême droite gouverner au Royaume-Uni ?

Le Labour et les autres partis européens de centre-gauche se trompent en cherchant à capter les votes de l'extrême droite plutôt qu'à se guider par leurs principes, parce que ceux qui détestent les immigrés ne voteront jamais pour la version bon marché, mais pour le produit original. Les gens détectent le cynisme et l'opportunisme des politiciens. La position de Keir Starmer sur l'immigration – comme exiger des immigrés qu'ils parlent un anglais quasi parfait – est horrible, une honte. Cela me rappelle les politiques de citoyenneté de la fin du XIXe siècle, lorsque seuls les propriétaires ou ceux qui savaient lire et écrire avaient droit à un passeport et au vote – un argument aristocratique. Les politiques migratoires actuelles favorisent les riches et nient la représentation aux pauvres, les rendant plus facilement exploitables : ils travaillent, mais sans droits. On impute aux immigrés l'échec du capitalisme, d'un système qui concentre la richesse en haut, d'États contrôlés par les marchés. C'est une erreur de réduire l'État au groupe national ou ethnique majoritaire au lieu d'englober toutes les identités.

Vous aviez 11 ans quand le régime est tombé en Albanie. Des souvenirs ?

On jouait beaucoup dans la rue, il n'y avait pas de voitures, il y avait d'immenses files d'attente pour obtenir des produits de première nécessité, l'éducation était très endoctrinée. C'était un pays totalement isolé, qui avait rompu avec l'Union soviétique et avec la Chine ; on ne pouvait voyager nulle part.

Liberté et dignité sont deux des thèmes centraux de vos livres. Comment s'articulent-ils ?

La liberté est liée à la responsabilité morale ; elle nous est révélée lorsque nous prenons des décisions morales. Et cette capacité est ce qui nous confère la dignité. Autrefois, les dirigeants politiques devaient justifier leurs décisions en s'appuyant sur des principes moraux, mais aujourd'hui Trump, Netanyahu ou Poutine n'ont besoin d'aucune justification morale – ils se contentent d'en appeler à la force, de dire : je suis celui qui a les meilleures armes et je vais bombarder tout le monde. C'est pourquoi nous sommes dans une transition du néolibéralisme vers le fascisme, le populisme, ou appelez-le comme vous voulez.

Des politologues disent que les États-Unis ne sont plus une démocratie.

Je suis d'accord. La démocratie est incompatible avec le capitalisme¹. Mais autrefois, les États-Unis voulaient être considérés comme une démocratie ; aujourd'hui, le trumpisme considère cela comme non pertinent pour diriger le monde.

Ce qui se passe à Gaza est-il un génocide ?

Je crois que cela ne se discute pas.

À quoi attribuez-vous le cynisme envers les politiciens ?

Il est très lié à la crise des partis politiques traditionnels ; les gens ne se sentent plus représentés. Dans les années quatre-vingt-dix, ils se sont concentrés au centre, en s'éloignant de leurs bases. La politique s'est professionnalisée, en mettant l'accent sur les techniques de marché, ce qui a érodé la démocratie et favorisé l'apathie. Et les réseaux sociaux aggravent encore les choses. Berlusconi a été le précurseur de Trump. La faute n'est pas à la technologie, mais à qui l'utilise et comment.

Certains disent que nous vivons à l'ère de la post-vérité...

Nous n'avons jamais vécu dans un monde où la vérité régnait. Il y a toujours eu de la propagande et de la manipulation, une instrumentalisation de la mémoire au profit des élites.

Le Brexit a-t-il été une erreur ?

L'UE doit être réformée, avec un retour au socialisme fédéral et au contrôle démocratique des marchés. Mais du point de vue britannique, la meilleure solution n'était pas de la quitter et d'opter pour le nationalisme. Le Brexit a été dirigé par des élites de droite qui voulaient davantage de libre-échange. De tous les voyous qui existent – États-Unis, Russie, Chine... –, l'UE est le moins mauvais.

46

Comment vos livres sont-ils influencés par Marx et Kant ?

Ils sont complémentaires. Je me considère comme une marxiste kantienne, ou une socialiste morale. Les principes de philosophie morale, l'idée de liberté liée à une responsabilité et la nécessité de retrouver le sens critique des Lumières comme alternative à l'autoritarisme et au dogmatisme viennent de Kant. De Marx, je tire une analyse plus sophistiquée et critique de la façon dont la propagande et la manipulation opèrent dans le système socioéconomique à travers la concentration des richesses ou des algorithmes qui sont la propriété des grandes corporations, et qui empêchent l'accès à l'éducation pour tous. Nous vivons l'ère de la déraison.

¹ Cette formule, volontairement tranchante, exprime une thèse de philosophie politique sur la tension structurelle entre logique marchande et souveraineté populaire — non une position de la FNEE-CGT sur l'action syndicale dans le cadre institutionnel. Notre lecture est différente, et complémentaire : l'État n'est pas neutre, il est un terrain de rapport de forces. C'est précisément pour cela que défendre le service public, le statut et les droits syndicaux n'est pas gérer un déclin — c'est disputer un terrain. La distinction n'est pas anodine : elle conditionne le sens même de notre engagement.

CDM 1532

